



Assemblée générale

Distr. générale
12 février 2014
Français
Original : anglais

Comité de l'information

Trente-sixième session

28 avril-9 mai 2014

Activités du Département de l'information : services d'information

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport, établi en application de la résolution [68/86 B](#) de l'Assemblée générale, résume les principales avancées réalisées par le Département de l'information entre septembre 2013 et février 2014 pour ce qui est de mieux faire connaître les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le monde entier grâce à ses services d'information.

Les services d'information, qui constituent l'un des trois sous-programmes du Département et sont mis en œuvre par sa Division de l'information et des médias, sont chargés d'améliorer la qualité, le format et l'actualité des produits d'information sur l'Organisation et d'en étendre la couverture géographique et la fréquence d'utilisation par les organes de presse et les autres utilisateurs afin de renforcer le soutien au système des Nations Unies.

Les activités que le Département a entreprises au titre des autres sous-programmes, à savoir les services de communication stratégique et les services de diffusion et de partage du savoir, sont décrites dans des rapports distincts du Secrétaire général ([A/AC.198/2014/2](#) et [A/AC.198/2014/4](#), respectivement).



I. Introduction

1. Dans sa résolution 68/86 B, l'Assemblée générale a pris acte des rapports du Secrétaire général sur les activités du Département de l'information que lui a présentés le Comité de l'information pour examen à sa trente-cinquième session (A/AC.198/2013/2 à 4) et prié le Secrétaire général de continuer à rendre compte au Comité des activités du Département.
2. Dans la même résolution, l'Assemblée générale a demandé au Département de fournir des renseignements précis sur un certain nombre de ses activités. Le Bureau du Comité de l'information a conseillé au Département de présenter les informations demandées en trois parties correspondant à ses trois sous-programmes : les services de communication stratégique, les services d'information et les services de diffusion et de partage du savoir.
3. Le présent rapport, qui porte sur les activités du Département relatives à l'information et aux médias, fait état des progrès accomplis dans les domaines des services de radio, de télévision, de vidéo, de photographie, d'imprimerie et d'Internet, y compris les médias sociaux, offerts aux organes de presse et aux autres utilisateurs du monde entier. Il met l'accent sur le multilinguisme du site Web du Département ainsi que de tous les services information et médias. Il propose un schéma pour instaurer la parité des langues en matière de communiqués de presse. Il souligne en outre qu'il est urgent de numériser les archives audiovisuelles de l'Organisation afin d'éviter que les plus anciennes ne se détériorent encore plus et décrit en détail les dispositions prises par le Département pour collaborer avec d'autres entités afin que la numérisation des archives n'ait pas d'incidence sur les coûts.
4. Sauf indication contraire, le rapport récapitule les activités menées par le Département entre septembre 2013 et février 2014.

II. Services d'information

A. Présentation générale

5. Au cours de la période considérée, le Département a mis l'accent sur l'emploi des nouvelles technologies et l'élargissement des partenariats afin d'accroître la portée et l'efficacité de ses produits d'information.
6. Grâce aux nouvelles technologies déployées dans le contexte du plan-cadre d'équipement, le Département a augmenté le nombre de réunions diffusées sur le Web dans les six langues officielles, rendant ainsi l'Organisation plus transparente.
7. Le Département a poursuivi les efforts pour étendre sa base de partenaires de diffusion radio et télévision. Il a également lancé un partenariat innovant qui lui permet de proposer gratuitement le contenu audio de l'Organisation à un public mondial.
8. Le Département, qui s'emploie sans relâche à trouver de nouveaux publics, a conçu et créé d'autres partenariats avec des organisations et des domaines d'activités auxquels les messages de l'Organisation ne parvenaient pas jusqu'à présent. Par exemple, il s'est allié avec Royal Air Maroc pour que les produits de la Télévision, de la Radio et de la Photothèque des Nations Unies soient offerts sur le système de divertissements à bord et dans le magazine de la compagnie aérienne,

ainsi que dans les terminaux et les salons et sur les écrans de cette dernière. Des projets similaires avec d'autres partenaires potentiels sont en cours.

B. Radio des Nations Unies

9. La Radio des Nations Unies a poursuivi les démarches qu'elle effectue pour toucher le public le plus large possible dans différentes régions du monde, notamment en établissant de nouveaux partenariats avec les diffuseurs, en renforçant sa présence sur le Web et dans les médias sociaux, et en mettant en place des approches novatrices de diffusion de programmes, par exemple des plateformes adaptées aux téléphones portables.

10. Le multilinguisme est au cœur des activités de la Radio des Nations Unies, qui produit régulièrement des programmes dans les six langues officielles, en portugais et en kiswahili, et des mises à jour de ses pages Web en plusieurs langues. La couverture s'est améliorée à plusieurs égards grâce à la création de programmes d'information en bengali, en hindi et en ourdou, également disponibles en ligne. De même, des programmes et une page Web spécifique en indonésien seront bientôt produits.

11. Dans sa programmation, la Radio des Nations Unies met en valeur l'ensemble des activités de l'Organisation afin de montrer, par des entretiens, des reportages et des présentations multimédias, l'influence positive de l'ONU sur la vie quotidienne des gens du monde entier.

12. Au cours de la période considérée, l'énergie déployée par la Radio des Nations Unies pour toucher de nouveaux publics a été récompensée par une avancée considérable, à savoir la conclusion sans frais d'une entente avec AudioNow, une entreprise qui offre un service permettant aux particuliers d'appeler un numéro local pour écouter une station de radio, quel que soit l'endroit où se trouve le studio. À l'aide d'une ligne fixe ou d'un téléphone portable, les auditeurs aux États-Unis peuvent maintenant écouter les programmes multilingues ou d'autres contenus audio émanant de l'ensemble du système des Nations Unies (reportages, émissions d'actualité, entretiens approfondis, points de presse et couverture en direct de réunions et manifestations), 24 heures sur 24 et en huit langues, dont les six langues officielles de l'Organisation (les numéros de téléphone sont indiqués sur la page « Radio des Nations Unies par téléphone » du site Web de la Radio des Nations Unies). Ce service, qui est encore à l'étape de projet pilote, n'est disponible qu'aux États-Unis. Il sera bientôt étendu à l'Afrique du Sud, au Maroc et à la Suisse, avant d'être déployé dans d'autres pays. Il ne nécessite pas de téléphone intelligent, d'application particulière ou de forfait Internet mobile et consomme simplement des minutes d'appel, ce qui en fait un moyen plus abordable d'accéder à ce contenu.

13. Les derniers-nés des groupes de la Radio des Nations Unies, le groupe kiswahili et le groupe portugais, sont au complet et ont cherché activement à recruter de nouveaux partenaires. Le groupe portugais a prolongé sa collaboration avec Globo News TV, démarrée il y a un an, et lancé un nouveau partenariat avec la chaîne TVI au Mozambique, qui utilisera les bulletins d'information produits par le Département et les images d'UNifeed. De nouvelles alliances avec des diffuseurs et organes de presse lusophones ont également été conclues avec les stations Rádio Maranata FM, Observatorio do Terceiro Setor, Trianon AM et la chaîne de télé Net Cidade au Brésil, ainsi que les stations Rádio Nacional de Angola et Rádio Politécnica au Mozambique et l'agence de presse Lusa Portuguesa au Portugal. Le

groupe kiswahili a conclu de nouvelles ententes avec les diffuseurs des pays suivants : la République démocratique du Congo (Radio Umoja), l'Ouganda (Spice FM et Kings FM), la République-Unie de Tanzanie (Wapo Radio, Afya Radio, Pangani FM, Jogoo FM, Nuru FM, Sauti ya Injili, Mwangaza FM, Ilasi FM, Orkonerei Radio, Breeze FM, Coconut FM, Shalombroz.blogspot.com et Radio Maisha) et les États-Unis (la Swahili Radio and TV et sundayshomari.com).

14. Le groupe russe de la Radio des Nations Unies a conclu un nouveau partenariat avec Alpha Radio au Bélarus, et le groupe espagnol a engagé une collaboration spéciale avec le Centre d'information des Nations Unies à Bogota, qui lui fournit chaque semaine des entretiens réalisés sur le terrain. Le groupe arabe a récemment établi des partenariats avec le réseau de radio du Moyen-Orient en Égypte, Huna Amsterdam aux Pays-Bas et ZenoRadio aux États-Unis. Le groupe français a engagé une nouvelle coopération avec la Radio nationale du Burkina Faso, diverses radios communautaires d'Afrique et Radio Solidarité (Haïti) à New York.

15. Au cours de la période considérée, les temps forts de la couverture médiatique offerte par la Radio des Nations Unies ont été les suivants :

a) *Soixante-huitième session de l'Assemblée générale.* Tous les groupes linguistiques de la Radio ont couvert en profondeur le débat général et les manifestations de haut niveau correspondantes. Les reportages étaient accompagnés d'entretiens spéciaux avec des chefs d'État et de gouvernement présents à la session et de liens conviviaux vers des textes et des retransmissions vidéo en ligne;

b) *République centrafricaine.* La Radio a fourni un appui logistique à l'enregistrement et à la diffusion du message adressé par le Secrétaire général aux Centrafricains à la suite de l'explosion de violence meurtrière qui a secoué leur pays. Elle a créé une nouvelle page Web centralisant les contenus relatifs à la République centrafricaine produits par l'ensemble du système des Nations Unies, en anglais et en français. Elle a suivi de près les initiatives du Représentant spécial du Secrétaire général, de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et des organismes humanitaires des Nations Unies, notamment en français;

c) *République arabe syrienne.* Tous les aspects des initiatives prises par l'Organisation des Nations Unies pour mettre fin à la crise ont été couverts, y compris les activités et déclarations du Conseil de sécurité, du Conseil des droits de l'homme, du Secrétaire général et du Représentant spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes pour la Syrie. La Radio a également rendu compte largement des activités humanitaires du système des Nations Unies et de l'action de la Mission conjointe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies chargée du démantèlement du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne concernant la destruction des stocks d'armes chimiques du pays;

d) *Hommage à Nelson Mandela.* Grâce à un effort de planification et de coordination interdivision, la Radio a pu couvrir en temps voulu et de façon exhaustive les réactions suscitées par le décès de Nelson Mandela dans le monde entier, notamment dans le système des Nations Unies. Des archives audio, vidéo et photo ont été largement utilisées dans les reportages et les émissions d'actualité sur les réactions de l'ensemble du système des Nations Unies face à la mort de M. Mandela et sur une réflexion plus large concernant les liens entre l'Organisation et le mouvement de lutte contre l'apartheid.

C. Télévision des Nations Unies

16. Que ce soit pour couvrir des réunions officielles en direct ou produire des magazines télévisés d'actualité et des vidéos en ligne, le Département a tiré parti des progrès technologiques en matière de production et de distribution pour offrir des contenus vidéo décrivant les activités de l'Organisation. Il a produit des contenus pour la télévision et des vidéos à diffuser sur Internet et sur les médias sociaux afin de satisfaire les besoins de ses clients et de ses utilisateurs dans diverses régions du monde, notamment dans les pays en développement. Il a également collaboré avec les médias et des organismes à but non lucratif pour faire connaître les produits vidéo et télévision de l'Organisation.

17. Une série Web intitulée *UN stories* a été créée afin de fournir des contenus vidéo plus courts destinés à des plateformes Web multiples et aux appareils mobiles. Produite dans les six langues officielles à l'aide du matériel et des ressources existants et diffusée sur la télévision en ligne et la chaîne YouTube de l'Organisation, elle met en valeur l'action de l'ONU et des organismes, fonds et programmes des Nations Unies.

Magazines d'actualité

18. Le Département a continué d'améliorer la qualité de ses émissions d'actualité et de varier les thèmes traités, notamment en collaborant avec divers organismes des Nations Unies. Il a également cherché à établir de nouveaux partenariats avec les diffuseurs afin d'élargir l'audience des produits de la Télévision des Nations Unies.

21^e siècle

19. Des reportages consacrés aux principaux thèmes et questions qui sont chers à l'Organisation ont été produits localement dans plus de 20 pays pour le plus prestigieux magazine télévisé mensuel du Département, *21^e siècle*. Un des reportages de l'émission d'octobre traitait des principales difficultés rencontrées par le Soudan du Sud depuis son indépendance. Le magazine de novembre a présenté un reportage sur un projet en Inde, montrant que l'amélioration élémentaire des dispositifs d'assainissement pouvait contribuer à enrayer la propagation des maladies.

20. Grâce à un nouveau partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), le Département a pu produire trois reportages sur l'action des rapporteurs spéciaux sur les droits de l'homme. Il s'est allié avec le Bureau des affaires de désarmement du Secrétariat pour produire un reportage de fond sur les dangers des armes de destruction massive. D'autres partenariats et accords de coproduction fructueux ont été conclus avec le Fonds des Nations Unies pour la démocratie, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Forum des Nations Unies sur les forêts, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), et d'autres entités des Nations Unies.

21. Le Département a fourni un gros effort pour faire diffuser dans d'autres langues les reportages de la série, qui sont déjà produits en anglais, en chinois et en français. Pour ajouter à ses accords déjà passés avec TV5 Monde et China Business Network, il a conclu une entente avec Sky News Arabia pour coproduire le magazine en arabe. Cette version devrait être vue dans 50 millions de foyers au Moyen-Orient et en

Afrique du Nord, ainsi qu'en Europe (diffusion en clair par satellite), en Amérique et en Australie (par l'intermédiaire d'un fournisseur de contenu télévisé). Le Département continue de chercher des partenaires afin de coproduire les versions en russe et en espagnol du magazine. Actuellement, 116 clients (dont des télédiffuseurs, des médias sociaux et des établissements d'enseignement) achètent *21^e siècle* au complet ou en utilisent des segments spécifiques.

L'ONU en action

22. Chaque mois, *L'ONU en action*, série télévisée de reportages multilingues de trois à cinq minutes consacrés aux activités quotidiennes de l'Organisation dans différentes parties du monde, présente des aspects souvent méconnus de l'action de l'Organisation au grand public. Elle intéresse particulièrement les chaînes de télévision qui recherchent du contenu vidéo prêt à diffuser.

23. Afin d'augmenter la rentabilité et l'efficacité de sa production, la Télévision des Nations Unies a facilité l'accès au contenu vidéo des missions et des autres sources du système des Nations Unies sur le terrain. En échange des images reçues des organismes des Nations Unies, elle adapte les vidéos pour *L'ONU en action* et les diffuse dans les six langues officielles grâce au réseau mondial de partenariats avec des organes de presse du Département. Au cours de la période écoulée, la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, ainsi que des organismes tels que l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Fonds international de développement agricole, le HCDH, le FNUAP, l'ONUDI et l'Université des Nations Unies ont considérablement accru leur soutien et le nombre de leurs contributions à la série.

24. Le Département, qui s'efforce toujours de tirer pleinement parti des réseaux sociaux pour étendre la portée des programmes diffusés par les médias traditionnels, a distribué la version chinoise de *L'ONU en action* sur des sites tels que Weibo, Sina Video, Youku, Tudou et Tencent Video. La plupart des reportages ont essaimé en quelques minutes, ce qui a permis de présenter les vidéos à de nouveaux publics. Selon les statistiques disponibles fin 2013, ces seules vidéos avaient été vues plus de 250 000 fois.

Couverture en direct

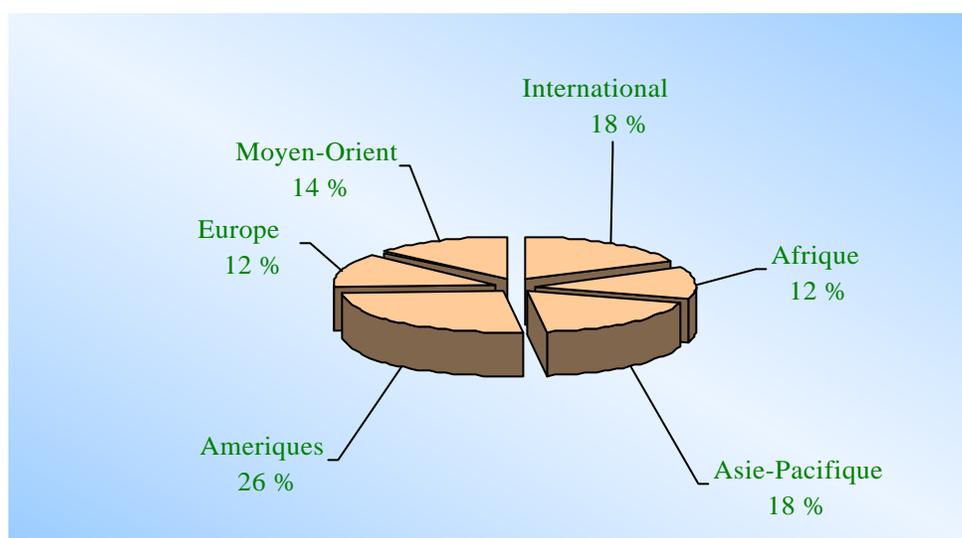
25. La Télévision des Nations Unies offre aux diffuseurs du monde entier des retransmissions *in extenso* et en direct des réunions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, d'autres conférences intergouvernementales et grandes manifestations et de conférences de presse et rencontres tenues au Siège à New York et à l'Office des Nations Unies à Genève. Ces retransmissions sont également diffusées sur la chaîne de la Télévision des Nations Unies hébergée par Time Warner Cable dans la région de New York et directement sur la télévision en ligne de l'Organisation. Lors du débat général de l'Assemblée en septembre 2013, la Télévision des Nations Unies a couvert près de 180 événements, souvent retransmis en direct.

UNifeed

26. UNifeed propose des reportages d'information vidéo six jours par semaine à plus d'un millier de points de diffusion du monde entier par l'intermédiaire d'Associated Press Television News. Le contenu ainsi diffusé lui est fourni par le

Siège et plus de 40 organismes, fonds et programmes, ainsi que par des missions politiques et de maintien de la paix de l'Organisation. Certains reportages sont également distribués par Reuters TV et l'Union européenne de radiodiffusion (voir fig. I).

Figure I
Clients du service UNifeed par région, en octobre 2013



27. En outre, UNifeed met des vidéos clefs en main à la disposition des petits diffuseurs, en Afrique le plus souvent, qui ne sont pas abonnés aux services d'Associated Press Television News ou de Reuters TV. Les utilisateurs inscrits sont notamment des professionnels des médias, des organismes gouvernementaux, des ONG et des établissements d'enseignement. Le service enregistre environ 2 000 téléchargements en moyenne par mois. Certains utilisateurs enregistrés téléchargent ainsi les vidéos du service UNifeed pour les redistribuer sur le Web et sur les réseaux sociaux.

28. Durant la période considérée, les diffuseurs abonnés à l'UNifeed, en particulier au Moyen-Orient et en Europe se sont surtout intéressés aux conflits qui sévissent en République arabe syrienne. Un reportage sur les réfugiés syriens a été utilisé par près de 300 abonnés. Le reportage d'intérêt général le plus populaire de l'année a été une vidéo sur les insectes comestibles produite par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, diffusée plus de 120 fois.

Diffusion sur le Web

29. Grâce en partie au déploiement de nouvelles technologies dans le bâtiment des conférences, qui a été financé par le plan-cadre d'équipement, le Département a pu perfectionner et étendre ses services de diffusion sur le Web à la carte sur le site de la télévision en ligne des Nations Unies (<http://Webtv.un.org>).

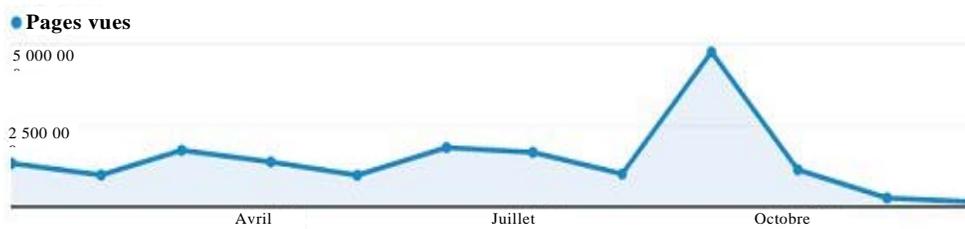
30. En réponse à la demande formulée par l'Assemblée générale au paragraphe 64 de sa résolution 68/86 B, le Département a pris des dispositions pour couvrir en direct toutes les séances publiques de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social dans les six langues officielles. Il continue de rechercher des solutions qui lui permettraient de fournir un accès aux archives vidéo dans toutes les langues officielles. Il collabore pour ce faire, avec un fournisseur externe pour étudier des solutions techniques.

31. En plus des réunions tenues au Siège et au Conseil des droits de l'homme à Genève, le site du Département retransmet maintenant les audiences de la Cour internationale de Justice à La Haye, en direct ou à la demande, sur le site de la télévision en ligne des Nations Unies, en anglais, en français et dans leur langue originale. Le Département assure aussi la diffusion sur le Web des grandes conférences des Nations Unies organisées partout dans le monde et il est en pourparlers avec d'autres bureaux des Nations Unies en vue de renforcer ses capacités de retransmission en direct de toutes les manifestations de l'ONU.

32. Les services de diffusion sur le Web du Département ont également été utilisés pour faciliter efficacement la communication en interne car ils offrent la possibilité de suivre en ligne et en direct les rencontres entre l'Administration et les fonctionnaires à New York et dans divers lieux d'affectation dans le monde. Les fonctionnaires visionnent de plus en plus souvent les archives vidéo de ces réunions ainsi que les séances de formation filmées.

33. Le Département essaie sans cesse d'améliorer le fonctionnement du site de la télévision en ligne et de rendre le service accessible sur de multiples plateformes, notamment sur les appareils mobiles comme les téléphones ou les tablettes, et ses efforts continuent de produire des résultats. En 2013, le site a enregistré plus de 17 millions de pages vues par des utilisateurs provenant de 215 pays et territoires. La fréquentation du site a été particulièrement élevée lors du débat de haut niveau de septembre, pendant lequel l'équipe de la télévision en ligne a produit environ 6 000 clips vidéo accessibles à la carte. La figure II ci-dessous illustre l'évolution de la fréquentation mensuelle du site par zone géographique.

Figure II
Évolution de la fréquentation mensuelle du site de la télévision en ligne des Nations Unies par zone géographique, du 1^{er} janvier au 23 décembre 2013



<i>Pays ou territoire</i>	<i>Nombre de pages vues</i>	<i>Pourcentage</i>
1. États-Unis d'Amérique	5 887 735	32,62
2. Chine	834 679	4,62

<i>Pays ou territoire</i>	<i>Nombre de pages vues</i>	<i>Pourcentage</i>
3. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	796 692	4,41
4. Suisse	719 520	3,99
5. Canada	699 939	3,88
6. Allemagne	509 790	2,82
7. Chili	498 142	2,76
8. France	475 278	2,63
9. Serbie	346 626	1,92
10. Japon	321 366	1,78

D. Photothèque et archives audiovisuelles

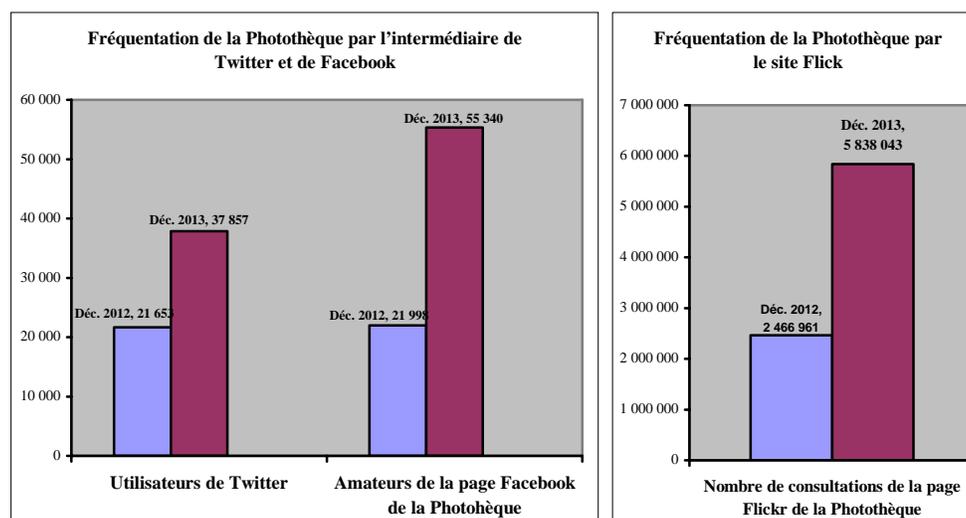
Photothèque des Nations Unies

34. La demande de couverture photo des événements de l'Organisation est restée élevée au cours de la période considérée. Plus de 470 missions photo ont été effectuées pendant cette période, au cours desquelles 3 300 images environ ont été prises et sélectionnées puis publiées en haute résolution sur le site Web de photos de l'Organisation. Au total, au moins 20 000 images ont été ajoutées à la banque de photos, soit 5 % de plus qu'à la même période l'année dernière. La photothèque a fourni plus de 18 000 images aux missions permanentes et aux membres du public qui lui en ont fait la demande.

35. Plus de 2,6 millions de pages du site Web de photos de l'Organisation ont été vues par des visiteurs uniques durant la période considérée. Des visiteurs de 200 pays et territoires ont téléchargé plus de 60 000 photographies en haute définition à des fins de publication, distribution et autres.

Figure III

Fréquentation de la Photothèque de l'Organisation des Nations Unies par l'intermédiaire des réseaux sociaux



36. Outre la couverture qu'il assure de l'actualité, le Département s'emploie à mettre à la disposition du public en format numérique les photos historiques des travaux de l'Organisation : 3 300 images supplémentaires qui avaient été numérisées ont été retouchées, dotées de légendes et publiées au cours de la période considérée.

Archives audiovisuelles et sonothèque

37. En vue de numériser et de préserver les archives audiovisuelles qui retracent l'histoire de l'Organisation et de la Société des Nations, le Département s'est efforcé de rechercher des donateurs potentiels prêts à financer la numérisation massive ou partielle des archives audiovisuelles des Nations Unies. Des propositions ont été faites aux États Membres intéressés, aux organismes de radiodiffusion et de télévision internationaux, à des fondations et à d'autres entités. En outre, des projets de collaboration ont été menés avec des associations professionnelles et les archives nationales de plusieurs pays. Ces efforts n'ont encore donné lieu à la réalisation d'aucun projet, mais le Département continuera de chercher à établir des partenariats novateurs pour apporter le financement ou l'expertise technique nécessaires à la gestion durable des archives audiovisuelles de l'Organisation.

38. Le Département est d'avis qu'un programme de numérisation solide et efficace des archives audiovisuelles de l'Organisation doit répondre à deux objectifs essentiels : satisfaire aux besoins immédiats d'accessibilité et veiller à ce que les archives soient accessibles sur le très long terme.

39. L'objectif d'accessibilité immédiate des archives récentes a été réalisé grâce à la mise en place du système de gestion des fichiers numériques au cours du troisième trimestre de 2013. En numérisant les données et les enregistrements audiovisuels récents du Département, le système fournit également l'infrastructure et les instruments nécessaires pour appuyer l'intégration et la gestion des archives audiovisuelles historiques. La mise en place du système et la création du nouveau centre audiovisuel permanent dans le cadre des rénovations prévues par le plan-cadre d'équipement ont considérablement modifié le cycle de vie des enregistrements audiovisuels au Siège. Des enregistrements sont désormais établis directement sous forme numérisée et stockés, distribués et gérés de manière centralisée dans un système partagé par plusieurs départements (le Département de l'information, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et le Bureau des services centraux d'appui), ce qui permet d'améliorer l'efficacité et de faire une meilleure utilisation des ressources. Il faut toutefois s'occuper de la préservation et de l'accessibilité de ces enregistrements audiovisuels sur le long terme. Un système de sauvegarde des données solide et des règles et pratiques sur la migration des archives audiovisuelles sur le long terme seront nécessaires pour garantir la durabilité et la conformité du système de consultation des archives ouvert à tous. Le Département travaillera en collaboration avec les autres départements et bureaux concernés pour régler ces questions sur le long terme.

40. Il faut continuer de préserver les archives historiques. L'évolution de la technologie et le passage des bandes analogiques aux fichiers numériques, ainsi que le déclin naturel et l'obsolescence du matériel d'enregistrement vidéo ont posé bien des problèmes pour assurer la gestion efficace des archives audiovisuelles, qui se sont répercutés sur leur accessibilité et leur conservation futures. D'après les

estimations, d'ici 10 à 15 ans, il ne sera plus possible d'accéder aux supports médiatiques sur bandes analogiques. Cela signifie que des moments d'histoire irremplaçables de l'héritage commun des Nations Unies seront perdus.

41. Le Département a fait appel au maximum à des fournisseurs d'accès de l'extérieur pour numériser les informations qui ne pouvaient l'être en interne. Étaient concernés les documents audiovisuels tels que les films tournés en 16 mm et en 35 mm, ainsi que les bandes vidéo 1 pouce et d'autres supports devenant obsolètes.

42. Toutefois, cette méthode s'est révélée onéreuse et inefficace, car elle perturbe la séquence des données et rend plus difficile la distinction entre les informations qui ont été numérisées et les autres. Elle fait aussi peser une pression supplémentaire sur les originaux, qui doivent être manipulés à de nombreuses reprises pour répondre aux demandes.

43. La numérisation massive de l'ensemble des informations permettra de préserver les archives sur le long terme à moindre coût : on pourra créer un exemplaire « principal » à partir duquel établir des exemplaires de travail destinés à répondre aux divers besoins de production et de distribution, par l'intermédiaire des réseaux traditionnels mais aussi de réseaux nouveaux, comme le Web, tout en garantissant la conservation de l'original sur le long terme.

44. Une stratégie est proposée dans l'annexe du présent rapport. Il convient de noter que les activités concernant la conservation numérique et l'accès au fichier de données numériques de l'Organisation sont menées par la Division de la sensibilisation du public, dont relève la Bibliothèque Dag Hammarskjöld du Siège, et sont exposées dans le rapport adressé par la Division au Comité de l'information (A/AC.198/2014/4). Le Département coordonne ces efforts de numérisation pour garantir la cohérence et porter à leur maximum les bénéfices des initiatives connexes.

45. Durant la période visée, une exposition organisée à New York en partenariat avec la Fondation Gabarron a montré combien il importait de sensibiliser le public aux archives audiovisuelles historiques gérées par le Département. Intitulée « UNEARTH », l'exposition a présenté des photographies, des affiches, des enregistrements audio et vidéo et des films historiques choisis retraçant les travaux menés par l'Organisation pendant soixante-dix ans. Inaugurée le 29 octobre, Journée mondiale du patrimoine audiovisuel, l'exposition devrait se déplacer dans d'autres villes pour sensibiliser le public aux travaux réalisés par l'Organisation et à la valeur des archives audiovisuelles.

E. Centre d'actualités de l'ONU

46. Le portail multilingues du Centre d'actualités de l'ONU a continué d'assurer la couverture rapide, juste et équilibrée de l'information au Siège de l'Organisation et dans l'ensemble du système des Nations Unies, et de servir de porte ouverte sur toute une série de documents et de ressources détaillés.

47. Durant la période visée, le portail, qui est l'un des plus visités sur le site Web de l'Organisation (www.un.org), a été consulté par de nouveaux internautes. Le nombre de personnes ayant consulté la version en anglais du site du Centre a augmenté d'environ 11 % par rapport à l'année dernière, et celui des personnes

ayant consulté sa version en français de 18 %. Entre le 1^{er} septembre et le 21 décembre 2013, la version arabe du site a été consultée plus de 147 000 fois, ce qui représente 63 % de plus que pour la même période en 2012. Les dépêches ont continué de figurer en tête de liste des résultats affichés sur des moteurs de recherche comme Google News. Elles ont aussi été largement reprises sur de nombreux sites Web du système des Nations Unies et de l'extérieur, y compris par des organes de radiotélédiffusion, des organisations non gouvernementales, des centres de réflexion, des universités et des écoles, ainsi que dans des ouvrages spécialisés.

48. Le service d'information du portail s'est efforcé de couvrir l'éventail le plus large possible de questions et de faits se rapportant aux activités de l'Organisation, de la paix aux problèmes de sécurité, en passant par le développement durable et les droits de l'homme. En plus de couvrir l'actualité immédiate, il a publié des reportages, des entretiens et un ensemble de ressources dans les pages « dossiers d'actualité », notamment sur Haïti, le Mali et la République arabe syrienne. En réponse aux faits récents concernant les armes chimiques en République arabe syrienne, toutes les informations pertinentes ont été publiées dans le dossier d'actualité sur ce pays, facile d'accès et qui contient des liens vers le site Web conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et l'ONU.

49. Le Centre d'actualités de l'ONU a continué de développer une autre fonction très utilisée, la rubrique « Coup de projecteur », qui présente des entretiens approfondis avec des personnalités telles que le Président de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale; le Président du Groupe de la Banque mondiale; la Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial; la Coordinatrice des secours d'urgence; et l'Envoyé spécial des Nations Unies pour l'éducation mondiale. Compte tenu des faits récents survenus dans le domaine du désarmement, un entretien approfondi avec la Haut-Représentante pour les affaires de désarmement a fourni une rétrospective importante des réalisations et difficultés de l'année. Dans le droit fil des efforts réalisés par le Département pour produire des contenus dans le plus grand nombre de langues officielles possible, un entretien a été conduit en exclusivité avec le Coordonnateur principal pour la lutte contre le choléra en Haïti et publié en anglais, en espagnol et en français sur le site Web du Centre.

50. Le Centre d'actualités de l'ONU continue de mettre en lumière des questions particulières de façon novatrice et des sujets sortant du champ ordinaire des actualités pour toucher le public le plus large possible dans le monde entier, y compris les jeunes, tout en appelant l'attention sur des questions souvent négligées par la presse traditionnelle. À cet égard, une série de reportages ont été conduits sur les missions politiques des Nations Unies et plusieurs entretiens, vidéos et émissions ont été réalisés sur la dixième session du Forum des Nations Unies sur les forêts, tenu à Istanbul. Par ailleurs, le Centre d'actualités a travaillé en étroite collaboration avec des organismes des Nations Unies pour médiatiser davantage des initiatives particulières. Par exemple, sur une série de vidéos intitulée « *Vox Pop* », des rapporteurs spéciaux ont parlé de toute une gamme de questions liées aux droits de l'homme, y compris des efforts réalisés pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles.

F. Communiqués de presse

51. Conformément au paragraphe 19 de la résolution 68/86 B de l'Assemblée générale, le Département a entrepris d'examiner en détail les moyens disponibles, notamment les ressources, en vue d'élaborer une stratégie permettant de publier des communiqués de presse dans les six langues officielles. Il a également tenu des débats informels avec les délégations des États Membres sur les mesures prises pour garantir l'égalité des langues, comme l'Assemblée générale l'a demandé dans plusieurs résolutions.

52. Dans le prolongement de son projet pilote consistant à traduire les communiqués de presse de l'anglais vers l'espagnol, le Département a continué d'étudier des moyens d'assurer le respect du principe de l'égalité des langues dans la délivrance des communiqués de presse. Par ailleurs, pour couvrir les réunions dans de bonnes conditions d'économie et d'efficacité le Département a étudié la possibilité de recourir à de nouvelles technologies, mais n'a pas encore trouvé les moyens d'établir des résumés de réunions qui soient de qualité dans les délais souhaités.

53. Il y a lieu de noter que, depuis plusieurs dizaines d'années, les États Membres allouent des ressources à l'établissement des communiqués de presse, en anglais d'abord, puis aussi en français. Le Département n'a pas reçu de ressources supplémentaires pour publier progressivement les communiqués de presse dans d'autres langues officielles. Ne disposant pas de ressources suffisantes pour établir et publier des communiqués de presse dans les six langues officielles, le Département propose dans un premier temps de pallier cet inconvénient. Sur la base des statistiques établissant que la demande et l'utilisation de documents d'information des Nations Unies en espagnol sont élevées, le Département commencera à publier des communiqués de presse en espagnol grâce à une redistribution des ressources actuellement disponibles pour l'anglais et le français uniquement.

54. En conséquence, les communiqués de presse publiés dans trois langues officielles (l'anglais, l'espagnol et le français) couvriront essentiellement trois organes principaux : l'Assemblée générale (ses séances plénières), le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social (ses sessions de fond).

55. Durant la période visée, la retransmission des réunions est restée une des tâches essentielles des services d'information du Département, qui a continué de couvrir promptement, fidèlement et précisément toutes les réunions intergouvernementales ouvertes au public et conférences de presse données au Siège de l'ONU ou ailleurs. De juillet à décembre 2013, la Section des communiqués de presse a produit 2 146 communiqués de presse, soit 9 832 pages en anglais et en français, dont 641 résumés de réunions, 1 127 autres communiqués de presse et 378 comptes rendus d'exposés et de conférences de presse.

56. Les communiqués, qui sont disponibles en version papier au Siège et par Internet et dans les centres d'information des Nations Unies dans le monde entier, comprenaient :

a) Quatre cent cinq communiqués portant sur la session principale de l'Assemblée générale, notamment les séances plénières et les réunions des grandes commissions, ainsi que sur les réunions de haut niveau relatives à la réalisation des

objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres objectifs de développement adoptés au niveau international en faveur des personnes handicapées, au développement durable et au désarmement nucléaire, de mi-septembre à décembre 2013;

b) Trois cent dix-sept communiqués au sujet du Conseil de sécurité, y compris de la réunion ministérielle sur les effets des transferts illicites d'armes légères et de petit calibre, des débats de fond sur l'Afghanistan, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Mali et la région du Sahel, la Somalie, le Soudan et le Soudan du Sud, la République arabe syrienne, le Moyen-Orient, la consolidation de la paix après les conflits, le sort des enfants en temps de conflit armé, la non-prolifération, la paix et la sécurité en Afrique, les tribunaux pénaux internationaux, les femmes et la paix et la sécurité, et la protection des civils, ainsi que des déclarations de presse et d'autres communiqués;

c) Au total, 972 autres communiqués, y compris des déclarations, des discours et des messages du Secrétaire général et du Vice-Secrétaire général, ainsi que des documents d'autres bureaux et départements de l'Organisation.

III. Autres services

Services aux médias : accréditations et liaison avec les médias

57. Au cours du débat général de l'Assemblée générale et des réunions de haut niveau, le Département a traité environ 1 550 demandes d'accréditation de médias, a organisé 118 séances photo avec le Secrétaire général et divers dignitaires, et a supervisé 40 rencontres et conférences de presse et 76 événements au Siège de l'Organisation, dont il a également assuré la logistique. Il a aussi aidé et escorté les équipes de journalistes jusqu'aux emplacements qui leur étaient réservés dans la salle provisoire de l'Assemblée générale et d'autres salles, avec l'aide de 46 bénévoles parlant différentes langues. Le Département a facilité l'accès au pôle de presse temporaire, où des dizaines d'équipes de télévision diffusent des informations et des entretiens en direct. Plus de 370 déclarations de représentants des États Membres ont été scannées et distribuées aux médias par voie électronique. Au cours de la même période, le Département a attribué des laissez-passer à 118 attachés de presse pour leur permettre d'escorter les journalistes, photographes officiels et caméramans de leur pays aux réunions bilatérales et autres événements tenus dans des zones du Siège dont l'accès est restreint.

58. D'octobre 2013 à janvier 2014, le Groupe des accréditations et de la liaison avec les médias a accrédité 462 représentants des médias et a continué d'aider la presse à couvrir les activités de l'Organisation. Il a continué à faire connaître les événements de l'Organisation par ses alertes quotidiennes, envoyées par courriel à plus de 4 000 destinataires. Il a également envoyé des messages concernant les réunions, les communiqués de presse et les documents importants par son compte Twitter destiné aux médias, qui est suivi par plus de 17 900 utilisateurs.

IV. Site Web de l'ONU

A. Élargissement des partenariats pour améliorer l'expérience des utilisateurs

59. Le Département a continué de s'efforcer d'améliorer le site Web de l'Organisation, notamment en élargissant la disponibilité de son contenu dans les six langues officielles et en exploitant les progrès réalisés dans le domaine des technologies Web, pour faciliter l'accès à l'information et améliorer l'expérience des utilisateurs.

60. Dans le cadre de la stratégie globale adoptée pour la présentation des documents se rapportant au débat général de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale, le Département a modifié sa page Web pour donner plus facilement accès aux documents écrits, vidéo et audio de tous les intervenants (dans les six langues officielles de l'Organisation), ainsi qu'aux communiqués de presse et aux résumés de réunions (en anglais et en français).

61. En ce qui concerne l'aide apportée au Bureau du Président de l'Assemblée générale, le Département a utilisé des techniques de gestion de contenu en ligne pour enrichir le site Web du Bureau dans les six langues officielles.

62. Dans le cadre de l'appui qu'il continue de fournir pour les campagnes et les manifestations spéciales de l'Organisation, le Département a créé un site Web spécial pour célébrer le vingtième anniversaire du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (dans les six langues officielles) et a complètement remanié le site Web du Groupe de mobilisation pour les objectifs du Millénaire pour le développement. Il a aussi créé d'autres pages Web multilingues pour : la campagne pour la Journée mondiale de l'aide humanitaire de 2013 (« en mémoire des disparus »); le vingtième anniversaire du génocide au Rwanda, qui sera commémoré bientôt (un site multimédia doté d'un calendrier interactif); la Journée internationale de la charité; et la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. En ce qui concerne cette dernière, un logo spécial né de la collaboration du Département avec ONU-Femmes et Google a été publié sur la page d'accueil du moteur de recherche, qui offrait un lien vers une page établie par le Département dans les six langues officielles. Grâce à ce logo, la fréquentation journalière de la page a augmenté de 1 000 %. Le Département étudie de nouvelles possibilités de collaboration avec Google pour favoriser la consultation des pages Web présentant des contenus de l'ONU.

63. En collaboration avec des organismes des Nations Unies, le Département a établi un site Web de grande envergure en anglais, en français et en espagnol pour le projet de partenariat entre l'Union européenne et l'Organisation Nations Unies sur la gestion des ressources naturelles (« Terre, ressources naturelles et conflits : De la malédiction à l'opportunité »).

64. La Département a continué de chercher à renforcer l'accès en ligne et a travaillé en collaboration avec le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences à l'établissement d'un site Web pour le pôle Accès +. Il a notamment fourni un appui technique et linguistique pour l'établissement de versions du site dans cinq langues officielles (arabe, chinois, espagnol, français et russe) et pour la gestion de son lancement sur le site Web de l'Organisation.

65. Le Département travaille en étroite collaboration avec le Bureau de l'informatique et des communications pour améliorer l'image et l'exploitabilité des pages principales du site Web de l'Organisation.

B. Multilinguisme

66. Pour améliorer l'accès aux contenus dans les six langues officielles, le Département a créé plus de 700 nouvelles pages et mis à jour 9 000 pages en arabe. Pour le chinois, il a créé 1 020 nouvelles pages Web et actualisé plus de 5 000 pages existantes. En outre, 52 sites Web en anglais ont été reproduits en chinois, y compris celui du portail de l'Organisation sur les questions humanitaires; les sites sur la pollution de l'air, de l'eau et du sol; les portails d'accès aux sites des fonds, entités et organes tels que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Fonds d'équipement des Nations Unies, le programme des Volontaires des Nations Unies, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le Centre du commerce international.

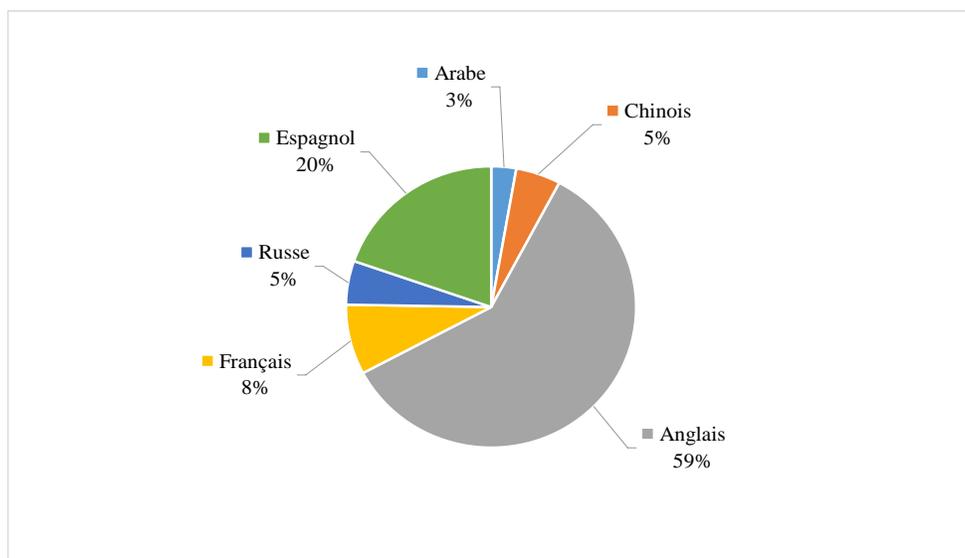
67. Grâce aux partenariats avec les universités, l'égalité des langues a été renforcée sur les contenus Web. L'université de Suzhou en Chine a traduit plus de 113 000 mots à titre gracieux, et près de 251 000 mots de plus ont été traduits par d'autres volontaires et stagiaires chinois. Grâce à un accord conclu avec l'université de Salamanque (Espagne), le Département a obtenu la traduction en espagnol de quelque 79 000 mots de contenus en ligne, y compris du portail sur le bilan annuel des opérations de maintien de la paix des Nations Unies; du site Web de la réunion de haut niveau de septembre 2013 sur le désarmement nucléaire; du site de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable; du site de l'Organisation sur les changements climatiques; du site des objectifs du Millénaire pour le développement; et du site de l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse. On a continué de chercher à augmenter la quantité de contenu en français en créant 350 nouvelles pages en français et en en mettant à jour plus de 12 000. Grâce à sa collaboration avec la faculté de langues de Minsk, le Département a pu améliorer le contenu de son site en russe, avec la création de 200 nouvelles pages Web. Des partenariats supplémentaires sont en cours de négociation avec l'université de Saint-Pétersbourg pour garantir un appui continu de façon à disposer de davantage de contenus en russe sur le site Web de l'Organisation.

68. Les efforts réalisés par le Département pour améliorer la disponibilité des données figurant sur le site Web de l'Organisation dans les six langues officielles semblent porter leurs fruits : une analyse du nombre de visites montre que les pages dans d'autres langues que l'anglais sont davantage consultées que par le passé (3 % de plus par rapport à la période précédente). Dans l'ensemble, le site Web a attiré plus de visiteurs en 2013 (près de 55 millions) que l'année précédente (à peine plus de 50 millions) (voir le tableau ci-dessous).

Fréquentation du site Web de l'Organisation par langue entre le 1^{er} janvier et le 30 novembre 2013

Langue	Nombre de nouvelles visites	Nombre total de visites	Nombre de visites uniques	Nombre de pages vues	Nombre de pages vues par visite
Arabe	1 301 606	1 778 182	1 321 110	4 128 987	2,32
Anglais	20 018 855	32 750 675	20 467 817	84 546 672	2,58
Chinois	2 067 909	2 786 689	2 115 796	6 973 622	2,50
Espagnol	9 339 186	13 533 722	9 927 984	27 896 932	2,06
Français	2 866 533	4 489 840	2 952 104	11 381 909	2,54
Russe	2 376 429	3 620 406	2 434 170	7 374 976	2,04
Total	37 970 518	58 959 514	39 218 981	142 303 098	2,34

Figure IV
Nombre de pages vues par langue entre le 1^{er} janvier et le 30 novembre 2013



V. Conclusions

69. Le Département poursuivra ses efforts en vue de répondre à la demande croissante de produits estampillés par l'Organisation des Nations Unies. Il étendra ses partenariats afin de diffuser, aussi largement que possible, ses contenus multimédias et multilingues grâce aux médias traditionnels et à de nouveaux supports, en mettant l'accent sur la recherche de nouveaux publics grâce à des partenariats innovants. À mesure que la manière de consommer l'information évolue, le Département cherche des moyens de répondre aux nouveaux besoins.

70. À l'avenir, le Département s'efforcera de proposer davantage de formations à ses producteurs de contenus afin de créer davantage d'équipes pluridisciplinaires,

profitant des nouvelles technologies mises à disposition dans le cadre du plan-cadre d'équipement. À l'heure où la frontière entre production et consommation de contenus audio, Web et vidéo s'estompe, le Département s'efforcera de s'adapter à cette évolution en organisant ses ressources autour des langues pour faire émerger des solutions créatives au service de la parité des langues et des gains d'efficacité.

71. Bien que résolument tourné vers l'avenir, le Département veille à ce que le passé ne tombe pas dans l'oubli. Il continuera de chercher à former des partenariats avec des États Membres, des institutions et des donateurs privés en vue de numériser les archives audiovisuelles de la manière la plus économique possible et de préserver ainsi ce patrimoine pour les générations futures. Un projet de stratégie de numérisation des archives est présenté en annexe au présent document.

Annexe

Stratégie de numérisation des archives audiovisuelles de l'ONU en vue d'en assurer la préservation, la disponibilité et la gestion à long terme

Éléments de contexte

Le Groupe des ressources multimédias du Département de l'information est le dépositaire d'un fonds unique de ressources audiovisuelles qui couvrent les activités de l'Organisation des Nations Unies depuis sa création, il y a près de 70 ans. Le fonds comprend également des archives de la Société des Nations. Selon les estimations, il comprendrait 37 500 heures de film et de vidéo, 800 000 photographies et quelque 55 000 heures d'enregistrement audio. Ces documents constituent le patrimoine audiovisuel de notre histoire commune. Ils couvrent un large éventail de thèmes et d'événements et témoignent non seulement de l'œuvre de l'ONU dans le monde et notamment de la richesse de son histoire diplomatique, mais aussi de la vie des peuples et des époques qu'ils ont traversés. On trouve, parmi les archives, des interventions de chefs d'État et de gouvernement, d'envoyés et d'autres dignitaires, ainsi que les propres productions audiovisuelles du Département.

La rénovation des locaux du Siège de l'ONU à New York, baptisée plan-cadre d'équipement, a permis à l'Organisation de se doter d'installations et de services de conférence ultramodernes. Le nouveau centre de communications, opérationnel depuis 2013, accueille une acquisition récente, le système de gestion des fichiers numériques, capable d'assurer en partie l'enregistrement, la production, la diffusion et l'archivage des fichiers numérisés issus d'enregistrements télévisuels et radiophoniques sur bande magnétique.

Le Département a redoublé d'efforts pour trouver des ressources extrabudgétaires à consacrer à la numérisation des archives audiovisuelles historiques. Des demandes de subventions ont été adressées aux États Membres intéressés, à des organes de diffusion internationaux et à d'autres entités. Des initiatives participatives ont également été prises en collaboration avec des organisations professionnelles et des départements d'archives nationales.

Défis à relever

Le Département a déjà fait un inventaire et un examen exhaustifs des archives de l'Organisation afin d'en déterminer la valeur et d'en évaluer l'état de conservation. Tout comme l'essentiel des archives audiovisuelles conservées de par le monde, le fonds de l'ONU est sérieusement menacé par une série de problèmes qui mettent en péril sa gestion durable, ainsi que sa disponibilité et sa conservation pour les générations futures. Ces problèmes sont les suivants :

- L'insuffisance des moyens disponibles pour l'administration efficace du fonds audiovisuel;
- L'inadéquation des conditions environnementales pour une conservation à long terme;
- L'insuffisance des moyens disponibles pour mettre en place les dispositifs de protection spécifiques aux enregistrements audiovisuels en cas de catastrophe;

- L'insuffisance des moyens disponibles pour la mise en place d'un programme stratégique de numérisation en vue d'une conservation à long terme;
- L'obsolescence, la détérioration et la dégradation naturelle des supports existants;
- L'insuffisance des moyens disponibles pour financer l'entretien du matériel de lecture et de reproduction existant;
- Le manque de personnel dédié à l'entretien et à la conservation à long terme.

Si le système de gestion des fichiers numériques peut accueillir une partie des documents transférés et permet de rechercher et d'extraire rapidement les fichiers multimédias, le patrimoine audiovisuel de l'ONU doit d'abord être numérisé, catalogué et indexé comme il se doit, et cette procédure doit tenir compte des normes et des supports applicables à la conservation à long terme. Pour que le potentiel du système puisse être pleinement exploité, les métadonnées concernées doivent toutes être complètes, précises et dénuées d'erreurs. Le système n'est capable de conserver les fichiers qu'à court et à moyen terme. Il n'a pas été conçu pour l'archivage à long terme.

Bien que les pistes de solutions coopératives n'aient à l'heure actuelle donné aucun résultat, le Département continuera de rechercher des partenariats innovants qui permettraient de rassembler les fonds et les compétences techniques nécessaires à l'administration durable des archives audiovisuelles de l'Organisation.

Il s'agit toutefois d'une course contre la montre, les supports analogiques étant voués à disparaître dans les 10 à 15 prochaines années. C'est pourquoi si des efforts ne sont pas faits dès à présent pour assurer la conservation à long terme des contenus en les numérisant, ce patrimoine pourrait bien être perdu à jamais.

Si elle souhaite préserver son fonds documentaire et ouvrir l'accès à ses contenus, l'Organisation doit investir au plus vite dans la numérisation en bonne et due forme de son patrimoine audiovisuel.

Stratégie

Cette stratégie a été conçue en vue de concentrer l'investissement sur les problèmes les plus urgents, à savoir préserver les ressources multimédias de l'Organisation, les rendre accessibles et en faciliter la gestion durable à court et à long terme. Les actions proposées visent :

- Le financement de la numérisation en masse du fonds audiovisuel;
- Le financement de l'embauche temporaire de professionnels spécialistes de l'archivage audiovisuel et de personnel de renfort pour aider au catalogage, à l'indexation et au contrôle qualité des métadonnées et de la documentation disponible ayant trait au patrimoine audiovisuel de l'ONU.

Le Département a élaboré, pour la numérisation en masse du fonds audiovisuel, un plan de financement détaillé composé de plusieurs initiatives qui peuvent être financées séparément. Ce plan est disponible sur demande.

Incidence et résultats escomptés

L'accès au fonds documentaire de l'ONU permettra aux États Membres, journalistes, historiens, réalisateurs, organisations non gouvernementales et universitaires ainsi qu'au grand public d'en apprendre davantage, grâce aux archives multimédias, sur les moments phares de l'histoire contemporaine de l'humanité, tels que la fondation de la première organisation véritablement mondiale, la guerre froide, la naissance de nombreuses nations indépendantes et bien d'autres événements qui ont jalonné le chemin vers la paix, la sécurité, les droits de l'homme et le développement économique et social de notre planète.

Entre autres avantages, la numérisation aurait pour effet de :

- Faciliter l'accès aux documents historiques audio et vidéo partout dans le monde. À l'heure actuelle, les enregistrements doivent être expédiés depuis New York, ce qui représente un coût considérable en termes de temps de recherche, de duplication, d'expédition et de livraison. La numérisation des contenus permettrait par exemple à un chercheur basé en Afrique de consulter et de télécharger des fichiers audio et vidéo sans coût supplémentaire pour l'Organisation;
- Permettre de stocker les pellicules et bandes audio et vidéo originales hors site dans un lieu à environnement contrôlé plutôt que dans un local du Siège aussi coûteux qu'inadapté;
- Permettre de gagner en productivité et en efficacité grâce à un accès plus simple et plus rapide aux contenus multimédias par Internet, en complément des méthodes de diffusion et de distribution plus classiques;
- Permettre à l'Organisation de fournir un accès plus simple et plus facile aux archives grâce aux fichiers numérisés tout en préservant l'intégrité et l'authenticité des originaux. Ceux-ci, moins manipulés, seront mieux conservés à long terme pour d'éventuelles utilisations ultérieures;
- Permettre aux responsables de l'information, aux documentalistes et aux archivistes de cataloguer, d'indexer et d'administrer de manière plus efficace les métadonnées des fichiers multimédias, indispensables à l'extraction et à la bonne conservation de ces contenus;
- Permettre aux producteurs de contenus télévisuels, radiophoniques et multimédias de l'Organisation d'accéder plus facilement aux archives audiovisuelles nécessaires à la production de contenus informatifs et médiatiques, ainsi qu'aux documents d'archives propres à étayer l'information et à enrichir l'expérience de l'utilisateur avec des références historiques.

Mesures à prendre

1. **Numérisation en masse du fonds sur la base de critères sélectifs prédéfinis.** La numérisation des contenus doit être hiérarchisée en fonction de la demande, des exigences de conservation et de la valeur des différents documents. La numérisation en masse peut également s'effectuer par traitement de séries spécifiques et de fonds plus réduits. Une sauvegarde de la plus haute résolution possible doit être faite pour chaque fichier numérisé. Un exemplaire dit « de travail » de chaque fichier numérique, répondant aux normes minimales de diffusion pour les contenus audio, vidéo et cinématographiques, est également nécessaire, ainsi qu'une version basse

résolution pour la consultation en ligne. Le système de gestion des fichiers numériques, combiné à une composante de conservation numérique à long terme et à des mesures et procédures normalisées, peut servir de support principal pour l'administration des données numérisées. Les nouveaux contenus, produits au format numérique, seront conformes aux normes de production du système.

2. **Investissement dans les qualifications et la formation du personnel.** Si l'on souhaite améliorer l'administration des archives audiovisuelles et la qualité des services et produits actuellement proposés, il est indispensable d'investir dans le personnel de l'Organisation. Il est urgent d'affecter du personnel à l'évaluation, à la sélection, au catalogage, à l'indexation et à l'enrichissement du fonds numérique, ou de recruter du personnel à ces fins. La formation pourrait s'accompagner de visites d'information technique et d'échanges auprès des archives audiovisuelles d'institutions et de chaînes de radio et de télévision afin de familiariser les agents avec les pratiques de référence du secteur.

3. **Contrôle qualité des métadonnées dans le cas des fonds d'archives audiovisuelles.** La numérisation des contenus audiovisuels ne règle pas, à elle seule, les problèmes inhérents à ce type de supports. La mise à disposition et la conservation des contenus ne sont possibles que si les métadonnées sont précises, complètes et dénuées d'erreurs. D'autres sources primaires d'information liées au fonds d'archives audiovisuelles de l'ONU, telles que les scripts, les dossiers de production, les documents de cession de droits d'auteur, les listes de plans et les catalogues imprimés, doivent être collectées aux fins d'une description en bonne et due forme du patrimoine audiovisuel et d'un archivage efficace de ses contenus. Sans une description succincte de son contenu, un document audiovisuel n'a aucune valeur. C'est pourquoi les métadonnées du patrimoine audiovisuel détenu par le Département doivent être revues et complétées si l'on souhaite pouvoir les transférer sans encombre dans le système de gestion des fichiers numériques.

4. **Aménagement de locaux hors site et conditions de conservation pour la bonne gestion du fonds.** Protéger les contenus analogiques des dégâts et des ravages du temps constitue également une priorité essentielle. Pour ce faire, des crédits doivent être affectés à l'amélioration des conditions de conservation et des modalités d'accès offertes par les locaux hors site qui abritent actuellement le fonds d'archives audiovisuelles.